



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

4^{ème} trimestre 2025

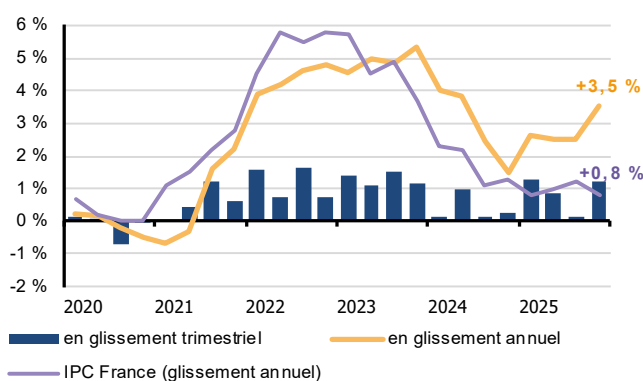
L'activité économique de Wallis-et-Futuna présente des évolutions contrastées en fin d'année 2025. L'inflation progresse, portée par la hausse des prix de l'alimentation et par des importations qui repartent à la hausse après plusieurs trimestres de repli. L'emploi et la consommation des ménages restent à des niveaux élevés, malgré la baisse des crédits aux ménages et des effectifs salariés sur le trimestre. L'investissement des entreprises recule, en lien avec la baisse des importations de biens d'équipement, tandis que l'activité courante demeure soutenue, notamment avec la progression des importations de biens intermédiaires et de ciment. Le trafic aérien international ralentit.

Tensions inflationnistes et redressement des importations dans un contexte d'investissement affaibli

Hausse de l'inflation portée par les prix de l'alimentation

L'inflation repart à la hausse au dernier trimestre 2025 avec une progression de 1,2 % des prix à la consommation par rapport au troisième trimestre.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Source : STSEE, INSEE, données trimestrielles

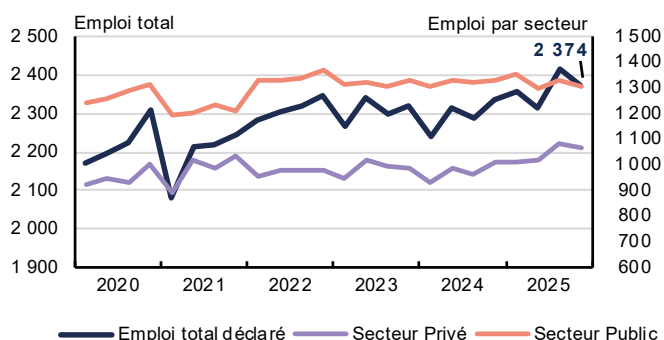
© IEOM

Sur les 12 derniers mois, les prix augmentent de 3,5 %, contre +0,8 % pour la France entière. Cette évolution est principalement portée par les prix de l'alimentation, en hausse de 8,0 % sur un an et de 2,1 % sur le trimestre. Les produits manufacturés et les services contribuent également à la hausse, avec des progressions annuelles respectives de 1,2 % et 1,9 %. À l'inverse, les prix de l'énergie reculent de 1,5 % sur un an. Le prix de l'essence poursuit son recul à fin décembre 2025, que ce soit en glissement trimestriel (-1,9 %) ou annuel (-4,8 %).

Un niveau d'emploi toujours élevé, malgré un repli au troisième trimestre 2025

À fin septembre 2025, 2 374 salariés sont déclarés à la Caisse des Prestations Sociales (CPS WF), soit un léger recul par rapport au trimestre précédent (-1,7 %, soit -40 salariés). Malgré cette baisse, l'effectif demeure élevé et progresse de 1,6 % sur un an, ce qui représente 36 salariés supplémentaires.

Emploi déclaré localement
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPS WF

© IEOM

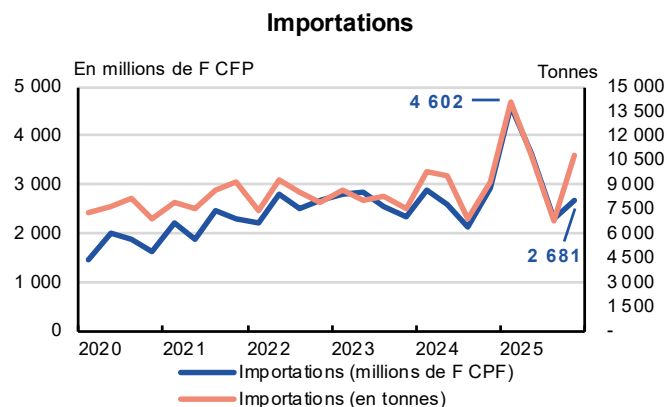
La croissance annuelle est portée par le secteur privé, dont l'emploi progresse de 5,7 %, tandis que le secteur public enregistre une contraction de 1,5 % sur la même période. L'emploi progresse dans l'ensemble des branches du secteur privé : le BTP affiche une hausse de 7,8 % (+10 salariés), suivi par l'industrie et l'artisanat (+7,3 %, soit +7 salariés). Les effectifs des services et du commerce augmentent respectivement de 5,6 % et 4,9 %, ces deux secteurs concernant la majorité des nouveaux emplois, avec +21 salariés dans les services et +20 dans le commerce.

En rythme trimestriel, la tendance est orientée à la baisse, tant dans le public (-2,0 %) que dans le privé (-1,3 %). Seul le commerce maintient une évolution positive par rapport au deuxième trimestre 2025 (+1,6 %).

Le secteur public reste cependant prépondérant et représente près de 55 % de l'ensemble des emplois.

Les importations globales repartent à la hausse

Après deux trimestres consécutifs de net repli, **les importations repartent à la hausse et atteignent 2 681 millions de F CFP** au troisième trimestre 2025, soit une progression de **16,7 %** par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, elles reculent toutefois de 9,1 %. Cette baisse s'explique par les niveaux exceptionnellement élevés enregistrés un an plus tôt, liés à la phase de rattrapage qui avait suivi les émeutes survenues en Nouvelle-Calédonie au printemps 2024 et qui avaient perturbé les chaînes d'approvisionnement. Les importations retrouvent ainsi un niveau comparable à la moyenne observée entre 2022 et 2024.



Source : Service des Douanes

© IEOM

Les importations en volume affichent une dynamique nettement plus marquée, avec une hausse de 59,6 % sur le trimestre, ce qui suggère une baisse du prix à l'importation. Les produits pétroliers et les matériaux de constructions représentent 58,0 % des volumes importés contre 39,4 % au trimestre précédent.

Avec **642 conteneurs déchargés** par 7 navires sur le trimestre, Wallis-et-Futuna enregistre une progression de 151 unités par rapport au troisième trimestre 2025, soit +30,8 %.

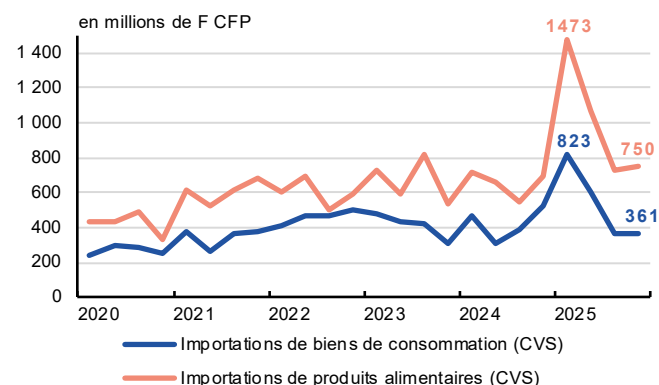
Les **recettes douanières et fiscales** perçues au cours du trimestre s'élèvent à 751 millions de F CFP. Elles sont principalement alimentées par les taxes d'entrée (348 millions), les droits de douane (115 millions) et les taxes intérieures de consommation (190 millions).

Stabilisation de la consommation des ménages à un niveau élevé

Les importations de **produits alimentaires** suivent une tendance similaire à celle des importations globales, mais de manière plus modérée. Elles progressent tant en rythme trimestriel (+3,64 %) qu'en glissement annuel (+7,52 %). Elles atteignent **750 millions de F CFP** à fin décembre 2025 (CVS).

Les **importations de biens de consommation** sont en léger recul (-2,7 % par rapport au T3) une fois corrigées des variations saisonnières. En volume, elles enregistrent en revanche une nette progression (+21,6 %), ce qui suggère là encore une baisse du coût d'importation.

Importations de biens de consommation



Source : Service des Douanes, données CVS

© IEOM

Les importations articles d'habillement progressent de 9,4 % sur le trimestre, tandis que celles des biens d'équipement du foyer diminuent de -7,5 %.

Les **immatriculations de véhicules** neufs de tourisme repartent également à la hausse, avec 40 unités contre 17 le trimestre précédent.

L'encours bancaire des crédits aux ménages s'établit à 3 048 millions de F CFP à fin décembre 2025, soit une baisse de 1,0 % sur le trimestre. L'encours des crédits à la consommation, tout comme celui des crédits à l'habitat, est également en recul par rapport au troisième trimestre (-1,2 % et -0,7 % respectivement). Malgré ces baisses, le niveau des encours des crédits aux ménages demeure en progression de 32,9 % sur un an.

Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente une nouvelle fois ce trimestre (+2,4 %), passant de 510 à 522 personnes. Sur un an, le nombre de personnes en interdiction bancaire a augmenté de 20,6 %.

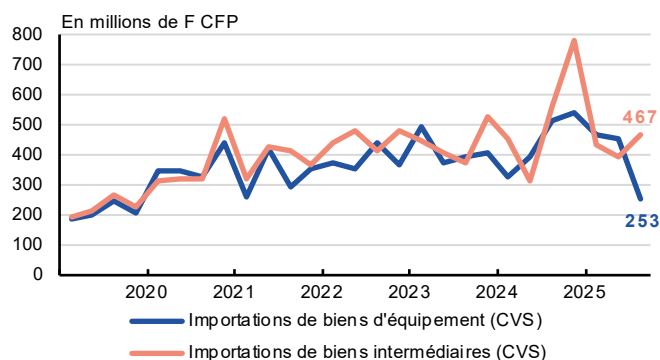
Le nombre d'incidents de paiement par chèque est, quant à lui, en baisse et s'élève à 494 ce trimestre, une diminution de 13,8 % par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, on constate une baisse de 16 % confirmant la tendance observée depuis début 2025.

Entreprises : recul de l'investissement, mais indicateurs d'activité plus favorable

Les **importations de biens d'équipement**, principalement destinés aux entreprises, chutent fortement au T4 2025, passant de 455 millions de F CFP au T3 à 253 millions F CFP, soit une **baisse de 44,5 %** (données CVS). C'est le niveau le plus faible observé en cinq ans. Il intervient après quatre trimestres consécutifs de volumes élevés, période durant laquelle les acteurs locaux ont pu s'équiper.

En revanche, une **hausse de 19,3 % (CVS) des importations de biens intermédiaires** sur le trimestre, suggère une dynamique positive pour l'activité courante des entreprises.

Importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires



Source : Service des Douanes, données CVS

© IEOM

L'acquisition de **véhicules utilitaires** neuf progresse : leurs importations passent de 19 à 28 enter le troisième et le quatrième trimestre (+47,4 %).

Le **taux de créances douteuses brutes des entreprises** reste stable à 1,6 %.

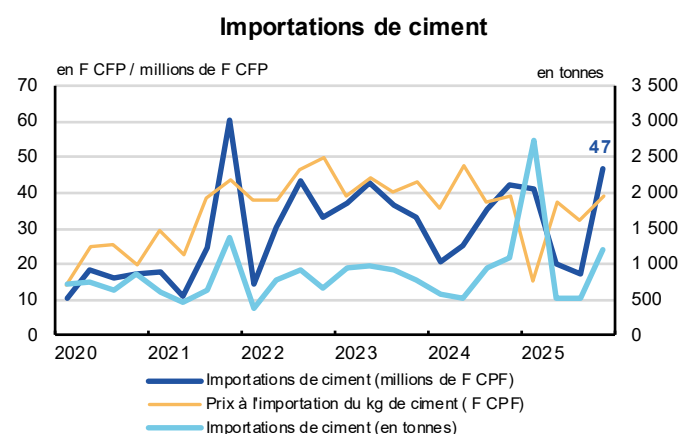
Les **encours de crédits des entreprises** s'établissent à 4 104 millions de F CPF, en diminution de 2,9 % par rapport au trimestre précédent. Les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement sont également en baisse, et atteignent 2 394 et 1 636 millions de F CPF à fin décembre 2025 respectivement (-1,6 % et -4,8 % en glissement trimestriel).

Le BTP et le transport aérien soutiennent l'activité locale

Rebond marqué des importations de ciment

Les importations de ciment s'élèvent à **47,0 millions de F CPF au quatrième trimestre (+170,8 % sur le trimestre)**. Cela représente une augmentation de 170,8 % par rapport au T3 2025 et de 10,7 % en glissement annuel. Il s'agit du montant le plus élevé observé depuis le T4 2021. Cette évolution s'explique en partie par la hausse du prix à l'importation¹ du kg de ciment sur le trimestre.

En effet, les importations augmentent à un rythme moins soutenu en volume : **+123,8 %** par rapport au trimestre précédent et **+9,28 %** en un an. Elles s'établissent à 1 194 tonnes, il s'agit d'un niveau supérieur à ceux observés entre 2021 et 2024.



Source : Service des Douanes

© IEOM

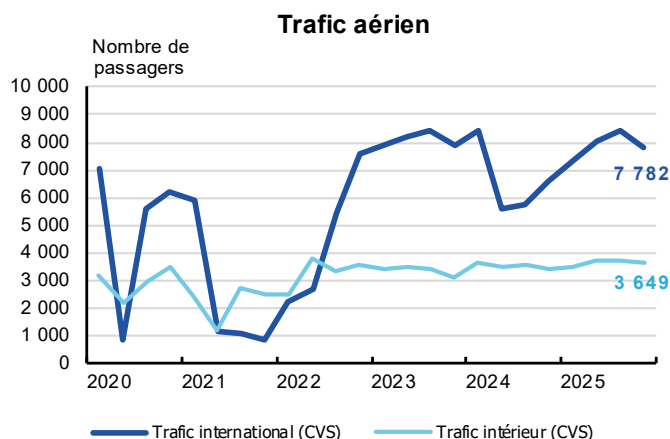
Les importations d'éléments en métal pour la **construction** atteignent 39,1 millions de F CPF soit une progression de 5,7 % sur le trimestre. Les niveaux d'importation restent cependant bas, en témoigne le repli marqué de 66,2 % en glissement annuel.

¹ Inclus le prix d'achat de la marchandise ainsi que, le coût du fret et d'assurance (valeur CAF des importations). Calcul : valeur des importations rapportée au volume importé (coût unitaire).

Les **effectifs salariés** du BTP reculent au troisième trimestre 2025 (-6,12 %) mais demeurent en progression sur un an (+7,8 %), avec 138 employés déclarés contre 128 un an plus tôt. Le secteur reste solide et continue de bénéficier des nombreux chantiers de la commande publique lancés en 2025.

Le trafic aérien international ralentit

Le **trafic aérien international** connaît un ralentissement au quatrième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. La fréquentation des vols internationaux diminue de 7,6 %, pour enregistrer **7 782 passagers (CVS)**. Depuis la contraction liée aux émeutes en Nouvelle-Calédonie en 2024, le trafic se redresse progressivement et retrouve des niveaux proches de ceux observés avant la crise. Sur un an, il progresse ainsi de 18,3 %.



Source : Aviation civile

© IEOM

Le **trafic entre les îles Wallis et Futuna** demeure relativement stable depuis plusieurs années, avec 3 649 passagers au dernier trimestre 2025 (CVS).

Des évolutions contrastées en Asie-Pacifique

En Australie, la croissance a ralenti à +0,4 % au T3 2025, après +0,7 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations ont progressé moins rapidement que les importations (+1,0 % contre +1,5 %). La consommation des ménages a également décéléré (+0,5 % après +0,9 %). L'inflation s'est établie à +3,8 % au T4 2025. L'inflation sous-jacente a légèrement augmenté, atteignant +3,3 %. La RBA a relevé son taux directeur à 3,85 % en janvier 2026, sa première hausse depuis novembre 2023. Le marché du travail demeure résilient, avec un taux de chômage stable à 4,1 % en janvier 2026.

La Nouvelle-Zélande a enregistré une croissance de 1,1 % au T3 2025 (après une contraction de -1,0 % au T2), portée par le rebond de l'industrie manufacturière (+2,2 %). Sur un an, le PIB a progressé de 1,3 %. Le chômage progresse légèrement à 5,4 % au T4 2025. L'inflation s'est établie à 3,1 % au T4 2025, son niveau le plus élevé depuis le T2 2024, après +3,0 % au trimestre précédent et ressort légèrement au dessus des anticipations. En février 2026, la RBNZ a maintenu son taux directeur à 2,25 %.

En Indonésie, la croissance a poursuivi son ralentissement au T4 2025 (+0,86 % après +1,43 %). Il s'agit du troisième trimestre consécutif d'expansion, bien qu'à un rythme plus faible, en raison de perturbations liées aux catastrophes naturelles survenues en novembre à Sumatra. L'activité reste néanmoins soutenue par la forte progression des dépenses publiques (+37,68 %), tandis que le commerce extérieur a pesé sur la croissance : les exportations ont reculé de 1,18 %, alors que les importations ont nettement augmenté (+6,62 %). L'inflation a accéléré à 3,55 % en janvier 2026, atteignant son plus haut niveau depuis mai 2023. La banque centrale a néanmoins maintenu son taux directeur à 4,75 % en février (inchangé depuis septembre 2025), afin de soutenir à l'activité. Le chômage a légèrement progressé à 4,85 % au T3 2025.

Aux Fidji, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2026, portée principalement par le dynamisme du secteur des services. La production aurifère a nettement reculé au T3 2025 (-25,8 %), tandis que la production de bois a fortement progressé (+90,3 %). Les arrivées touristiques ont légèrement progressé (+0,3 % après -0,8 % au T2). L'inflation annuelle demeure négative, à -2,5 % en janvier 2026. Le chômage se stabilise à 4,3 %. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 % en janvier 2026.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Une stabilisation inégale de l'économie mondiale

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale connaissent une légère amélioration. Le FMI (WEO janvier 2026) a révisé à 3,3 % ses anticipations de croissance pour l'exercice 2026 (+0,2 point), avec une perspective de croissance de 3,2 % en 2027. Les tensions nées de la politique douanière américaine se sont apaisées au dernier trimestre 2025, notamment à la faveur d'accords commerciaux conclus avec la Chine. La décision de la Cour suprême des États-Unis du 20 janvier 2026 de déclarer illégaux certains des tarifs douaniers ne dissipe pas l'incertitude, qui reste plus élevée qu'elle ne l'était au début de l'année 2025. Les anticipations d'inflation globale du FMI restent stables, à 3,8 % en 2026 et 3,4 % en 2027.

Les États-Unis sont l'un des principaux contributeurs de ce regain d'optimisme. Les entreprises américaines ont fait preuve de résilience face aux incertitudes nées de la politique douanière américaine, maintenant des chaînes d'approvisionnement agiles. La croissance américaine bénéficie également des importants investissements dans les domaines des technologies de l'information et de la communication et de l'intelligence artificielle. Ce dynamisme se traduit par une hausse de +0,3 point des anticipations de croissance américaine du FMI pour l'exercice 2026, à 2,4 %. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Les perspectives de croissance de la zone euro restent moins dynamiques que celles des États-Unis. Elles s'élèvent à 1,3 % pour 2026, chiffre globalement stable comparé aux projections communiquées par le FMI en octobre 2025 (+0,1 point).

En France, la croissance ralentit au quatrième trimestre, le PIB augmentant de 0,2 % en volume, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent, selon l'INSEE. Cette décélération procède notamment du moindre dynamisme de la formation brute de capital fixe, qui progresse de +0,3 % contre +0,8 % au troisième trimestre. La consommation des ménages s'accélère, à +0,4 %, contre +0,1 % au troisième trimestre. Les projections macroéconomiques intermédiaires de la Banque de France de décembre 2025 évaluent à 0,9 % la croissance en 2025, et anticipent une accélération à 1,0 % en 2026, à la faveur d'une hausse de la consommation des ménages et de l'investissement privé.

Les mesures de stimulation fiscales annoncées par le gouvernement nippon bénéficient aux perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 0,7 % pour 2026 puis 0,6 % pour 2027.

Les anticipations de croissance dans les pays émergents se renforcent légèrement. Le FMI table ainsi sur une hausse, à 4,2 % pour 2026, contre 4,0 % anticipé en octobre 2025. La croissance chinoise bénéficie des mesures de stimulation gouvernementales ainsi que de droits de douane américains moins élevés qu'attendu. Ces facteurs permettent une réévaluation à 5,0 % des estimations du FMI de la croissance chinoise en 2025. L'Inde bénéficie d'un quatrième trimestre dynamique, et d'une révision à la hausse de sa croissance en 2025, à 7,3 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : J. NICOLLE ■ Rédaction : B. CHEVET